

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Marseille, le 25/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IMERYS PCC FRANCE**

Route d'Arles  
Salin de Giraud  
13129 Arles

Références : D-0044-2025  
Code AIOT : 0006400913  
SPR/092-2025

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement IMERYS PCC FRANCE implanté Route d'Arles Salin de Giraud 13129 Arles. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMERYS PCC FRANCE
- Route d'Arles Salin de Giraud 13129 Arles
- Code AIOT : 0006400913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IMERYS PCC exploite une usine de fabrication de carbonate de calcium précipité (CCP) sur le territoire de la commune d'Arles, au lieu-dit Salin de Giraud.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 juillet 2009 et relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3420-e et 3310-2 de la nomenclature des installations

classées pour la protection de l'environnement.

### **Contexte de l'inspection :**

Il s'agit de l'inspection annuelle du site et qui porte plus particulièrement sur les enjeux de pollution chronique du site .

### **Thèmes de l'inspection :**

- Rejets chroniques dans l'air et dans l'eau
- Prévention du risque foudre

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance de la qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 4.3.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	contrôle Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Chapitre 3.2 Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 3.2.2	Sans objet
4	Modification des installations	Code de l'environnement du 07/07/2009, article R181-46	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la précédente visite d'inspection, effectuée le 14 décembre 2023, l'exploitant avait été destinataire d'une lettre de suite préfectorale. Concernant l'écart relevé sur le dispositif de protection contre la foudre, l'exploitant a transmis deux devis pour l'intervention à venir de la société ACTEMIUM, visant à corriger les non-conformités identifiées. Il appartient à l'exploitant de veiller à la mise en conformité rapide du site sur ce point.

Le second écart portait sur la surveillance des rejets aqueux. Dans ce cadre, l'exploitant a mis en œuvre un plan d'action pour lui permettre de respecter ses valeurs limites d'émission (VLE). Ce suivi doit être maintenu durablement afin de garantir un nombre suffisant de résultats conformes et assurer ainsi le respect pérenne des VLE autorisées.

Par ailleurs, l'inspection a questionné le contrôle des émissions atmosphériques du site, lesquelles font l'objet d'une vérification annuelle réalisée par un bureau d'études agréé.

Enfin, l'exploitant a informé l'inspection de ses projets de modifications à venir et à plus long terme.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance de la qualité des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 4.3.9.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques, rejets aqueux		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Lettre de suite préfectorale</li></ul>		
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit respecter les valeurs de rejets suivants.</p>		
	<b>Concentration</b>	<b>Flux</b>
<b>Débit</b>	-	6000 m <sup>3</sup> /j
<b>Température</b>	-	30° C
<b>pH</b>	-	5,5 < pH < 9,5
<b>MES</b>	< 100	400 kg/j
<b>DBO5</b>	< 50	100 kg/j
<b>DCO</b>	< 100	200 kg/j
<b>HCT</b>	< 1,5	10 kg/j
<b>N total</b>	< 30	200 kg/j
<b>AOX</b>	< 1	6 kg/j
<b>P total</b>	< 10	60 kg/j
<b>Cu</b>	< 0,5	3 kg/j
<b>Cr</b>	< 0,5	3 kg/j
<b>Ni</b>	< 0,5	3 kg/j
<b>Zn</b>	< 2	12 kg/j
[...]		
<b>Constats :</b> <p>Suite à l'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant à fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale (LSP) en date du 31 janvier 2024, concernant la surveillance de la qualité de ses rejets aqueux.</p> <p>L'inspection avait noté, en 2023, un dépassement des VLE concernant les paramètres suivants : T°, N total et DCO.</p> <p>L'exploitant a transmis, en réponse deux courriers datant du 12 février et du 11 avril 2024 afin d'apporter les éléments permettant de lever les écarts constatés.</p>		

En séance, l'exploitant a présenté les éléments suivants :

(1) Paramètre T°C / suivi journalier :

Mise en place d'un point de mesure de la température en limite de propriété, au plus près du milieu naturel (Le Rhône), traversant la roubine privée non busée. L'exploitant a réalisé un comparatif entre ce point de mesure et celui, validé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09 juillet 2009, permettant de réaliser l'autosurveillance actuelle. Sur la période couvrant le 14 août 2024 au 21 novembre 2024, une moyenne de 26,7°C a été mesurée au niveau du point de rejet actuel contre 19,5°C au niveau du point de rejet créé, placé en limite de propriété.

En outre, dans le cadre d'un projet de sobriété hydrique, l'exploitant envisage la récupération des eaux chaudes du laveur de fumées du four à chaux et éviter le pompage d'eau brute dans le Rhône. Il compte économiser ainsi 40 000 m<sup>3</sup> par an d'eau pompée dans le Rhône.

Post-inspection, l'exploitant a fourni de nouvelles informations, accompagnées de photos, concernant le fonctionnement de la roubine sud (privée). Cette roubine, bétonnée à 80 %, collecte en amont les eaux de ruissellement provenant de la voirie située en dehors du site (village et route départementale). Un piquage a été réalisé dans sa partie médiane afin d'évacuer les effluents du site. **Dans ce contexte, la dilution des effluents rejetés en amont du point de suivi réglementaire ne permet pas de s'assurer de la représentativité des mesures effectuées.**

L'inspection constate des dépassements récurrents de la température, en lien avec les fortes chaleurs, notamment en période estivale. L'extraction GIDAF met ainsi en évidence 143 dépassements de la VLE entre janvier et décembre 2024. Toutefois, eu égard aux réserves sur la représentativité du point de rejet, il n'est à ce stade pas proposé de suite administrative mais il importe que l'exploitant s'assure de la conformité de ses rejets.

(2) Paramètre N / suivi journalier :

L'exploitant utilisait depuis toujours de l'ammoniaque comme additif d'enrobage de ses produits. Il a depuis fin 2024, comme rappelé dans son courrier du 11 avril 2024, mis en place une application permettant de basculer la majorité de sa production en utilisant de la soude en substitution à l'ammoniaque.

En séance, il a présenté un graphique des résultats montrant la corrélation entre la production avec enrobage à l'ammoniaque et la concentration en azote des rejets.

Enfin, l'exploitant envisage de poursuivre les tests en se fixant une échéance à fin 2025 – début 2026 pour un usage croissant de la soude comme additif dans la fabrication de ses produits.

L'extraction GIDAF met en évidence 182 dépassements de la VLE entre janvier et décembre 2024 pour l'azote total.

(3) Paramètre DCO :

L'inspection ne relève aucun dépassement sur l'année 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection, au bout d'une période 6 mois, le plan d'action qui doit

<p>permettre de revenir dans des valeurs de rejets acceptables pour le paramètre azote total (Nt).</p> <p>La sonde de température réglementairement valide est celle installée en sortie de la STEP, mesurant la température des effluents à leur sortie du site, avant leur dilution dans la roubine privée. L'exploitant communiquera les résultats de cette surveillance au regard de la température limite prescrite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : contrôle Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fait réaliser par le bureau d'étude APAVE, la vérification complète de son dispositif contre la foudre. Dans le rapport de vérification datant du 08 janvier 2024, des non-conformités ont été mises en évidence. L'exploitant possède deux devis sous les n° LG10824A et LG1024B établis au près de la société ACTEMIUM dans le cadre de la levée des non-conformités soulevées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet dans un délai de 3 mois, le rapport de levées des non-conformités établies lors du contrôle du dispositif contre la foudre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Chapitre 3.2 Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :  
  
les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :  
- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Valeur limite (mg/Nm³)	Flux (kg/h)
Poussières	50	< 6
SO2	15	< 2
NOx	100	< 12
CO	100	< 12

Constats :  
  
L'exploitant a présenté ses émissions atmosphériques de 2023. Le jour de l'inspection, le contrôle des émissions atmosphériques 2024 n'avait pas encore été réalisé.  
  
Le bilan 2023 présenté, en séance, reprend les résultats issus du rapport du bureau d'étude APAVE, n° 0652012-006 datant du 03 juillet 2023. Le bureau d'études APAVE est certifié COFRAC sous le n° d'accréditation n° 1-7202.  
  
La synthèse des mesures réalisées suivant le secteur d'émission est présentée dans le tableau ci-dessous.

Secteur	Rejet/Emissaire	Mesures APAVE - 2023	
EMBALLAGE	Silo1 (AT3)	Poussières	OUI
	Silo2 (AT3)		
	Silo3 (AT1)		
	Silo4 (SH2)		
	Silo5 (AT2)		
	Silo6 (AT1)		
	Silo7 (AT2)		
	Silo8 (SH2)		
	Silo9 (AT1)		
	Devauze 1		
	Devauze 2		

SH2	Filtre (SH2)		NON
SÉCHAGE (Atritor)	AT1	Poussières, SO2, NOx, CO	OUI
	AT2		
	AT3		NON
	SH2		
Four à Chaux (FCH)	Cheminée FCH		OUI
Chaudière (GN)	Cheminée GN		
CHAUX	Dép DV1	Poussières	OUI
	Dép DV2		
	Transport CE		
	Chargement CE		
GRUPE ÉLECTROGÈNE (GE)	GE 1, GE 2	Poussières, SO2, NOx, CO	OUI

Deux points d'émission qui figurent dans le bilan présenté par l'exploitant n'ont pas fait l'objet de mesure par la société de contrôle, il s'agit du point identifié SH2 et de son filtre. Concernant les autres paramètres, l'inspection note que les valeurs limites d'émission sont toutes respectées sauf pour les deux groupes électrogènes (GE 1 et GE 2).

En effet, dans son courrier du 13 novembre 2023, l'exploitant transmet une lettre d'engagement sur la durée de fonctionnement des groupes électrogènes du site fonctionnant moins de 500 heures par an en application du point 1.4.2 de l'annexe I de l'arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

L'inspection fait les observations suivantes :

L'exploitant élabore un plan précis localisant tous ses points d'émission en associant une légende adaptée. Il identifie les raisons de l'absence de mesure concernant le point d'émission SH2 et de son filtre.

Les conditions de fonctionnement normales des appareils sont parfois manquantes dans le rapport APAVE, par exemple lors des mesures de l'Atritor 3 (AT3).

L'exploitant s'assure de la bonne transmission des informations relatives aux conditions normales de fonctionnement.

Les mesures réalisées en 223 indiquent que les VLE des équipements sont respectées sauf pour les groupes qui doivent fonctionner à moins de 500 heures par an.

En cas de dépassement de cette durée, un plan d'action devra être mis en œuvre en vue de la conformité des rejets.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 4 : Modification et cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 1.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute autre modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  En séance, l'exploitant a fait part à l'inspection de ses projets concernant :  Le porter à connaissance relatif aux modifications envisagées par l'exploitant, transmis à l'inspection le 28 novembre 2024. Il est en cours d'instruction par l'inspection.  IMERYS a également un projet de décarbonation du site à moyen terme. L'inspection rappelle à l'exploitant que ces projets devront faire l'objet, le cas échéant, soit d'un dossier de porter à connaissance, soit d'une demande d'autorisation en fonction des caractéristiques du projet L'inspection est disponible pour des échanges techniques et réglementaires en amont .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite